



Blois, le 3 décembre 2018

GILETS JAUNES ET GILETS ROUGES MÊME COMBAT

Note de réflexion sur la situation

En moins de deux ans d'exercice du pouvoir, E Macron et son gouvernement ont mis à sac l'ensemble de l'édifice social construit au fil des combats menés par le mouvement ouvrier et plus largement par le peuple.

Profitant de la confusion politique générale, du brouillage des repères idéologiques et de l'affaiblissement du syndicalisme de classe, ils ont réussi à imposer au salariat en quelques mois ce qu'aucun autre gouvernement n'avait réussi à faire depuis la libération.

Ce président qui a recueilli moins de 25% des suffrages au premier tour de la présidentielle, qualifié de *président des riches et de commis des banques* s'est évertué à décliné à coups d'ordonnances, de contre réformes, et quantités de lois de plus en plus régressives et répressives ce que le grand patronat, les milieux d'affaires,

les banques, les assurances réclamaient depuis des décennies.

Ceux d'ailleurs qui ont salué publiquement à l'issue du second tour de la présidentielle de 2017, cette élection ont révélé à l'opinion publique pour qui allait œuvrer Macron.

Les grands patrons, ont applaudi avec les dirigeants du Medef, les chefs d'état les plus réactionnaires, les dirigeants de cette union Européenne qui joue le rôle de bras armé du capital sur la zone géographique Europe pour permettre aux grands groupes de tout contrôler en déposédant les peuples de leur souveraineté.

Tous ceux-là se sont réjoui et en redemandent encore aujourd'hui.

Ceux qui à gauche ont agité dès le premier tour l'épouvantail de la candidate d'extrême droite pour éviter qu'un candidat ne relevant pas des partis traditionnels de gauche se retrouve au second tour, se sont réjoui aussi au prétexte d'avoir évité le Pire !

Ces sombres calculs politiques nous montrent à l'expérience la déconnexion avec le peuple de nombre de ces acteurs politiques plus préoccupés par les intérêts des appareils que par ceux du peuple.

Les mois ont passé depuis cette parenthèse électorale mais les difficultés pour celles et ceux qui vivent de leur travail ou qui en sont privés se sont accentuées avec à présent, une population qui se situe autour de dix millions de pauvres dans le pays, pratiquement un habitant sur six, un taux de chômage record.

Une souffrance au travail qui se généralise, les dépressions, burn-outs et suicides qui se multiplient.

Des exclus du travail mais aussi des actifs de toutes catégories, des retraités qui sont ou se retrouvent de plus en plus nombreux, privés de logement, de droits sociaux, de chauffage, de nourriture, d'accès aux soins.

Dans toutes les villes et même dans les zones rurales, des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants vivent dehors pendant qu'une minorité de capitalistes se gavent de l'exploitation des forces de travail, et que leurs serviteurs politiques voir syndicaux vivent dans l'aisance et l'opulence.

Après des mois de profusion de luttes, de mobilisations tous azimuts, qui concernent les retraités, les salariés de différents secteurs, les cheminots, services publics, éducation nationale, énergie, justice, pénitenciers, personnels des hôpitaux de tous les services, des établissements de l'action sociale, pompiers, salariés d'entreprises de la métallurgie, de la chimie, des ports et docks, du livre,

professions libérales, avocats, notaires, médecins, kinés, infirmiers, des juges, des exploitants agricoles, personne dans la Cgt ne peut être surpris de l'ampleur de la colère de ce peuple affamé.

En quelques mois, le chef de l'Etat et son gouvernement sont massivement contestés dans l'opinion publique.

Macron à lui seul cristallise un mécontentement rarement atteint pour un chef d'état sur une période aussi courte. Son gouvernement est vomi par la grande masse des travailleurs et monte une colère sourde contre l'insolence de ses dirigeants et actionnaires, des groupes, qui a de quoi inquiéter ceux qui les soutiennent.

Les provocations du locataire de l'Élysée, le mépris du peuple qu'il affiche avec la caste qui le soutient, leur arrogance sont certes pour une part à l'origine de la colère d'une partie des citoyens mais plus fondamentalement, ce sont les conditions de vie, de travail et d'existence qui sont à la racine des mécontentements et de toute cette colère qui commence à s'exprimer dans des formes très diversifiées.

A la différence de ses prédécesseurs E Macron et les ministres qu'il a mis en place dont déjà plusieurs ont quitté le navire, tous se sont attaqués frontalement à tous ceux qui selon leur position sociale dans la société ne font pas partie de la classe dominante.

Ils continuent à ponctionner par tous les bouts le peuple pour en donner davantage aux possédants et aux puissants.

Parmi celles et ceux-là qui ont revêtues des gilets jaunes, leurs exigences dans une large mesure rejoint des revendications que nous avons porté dans les combats syndicaux que nous menons à la Cgt depuis très longtemps.

Dans ce mouvement de protestation qui touche tous les départements se retrouvent dans ce brassage des gilets jaunes, des ouvriers, des employés, avec des commerçants, des artisans, des petits patrons, des exclus, des actifs avec des retraités et des jeunes parfois même des très jeunes et beaucoup beaucoup de femmes.

Se retrouvent en fait cette grande diversité d'acteurs dans une contestation sur les conséquences des politiques mises en place depuis plusieurs décennies sous la pression des injonctions européennes. Parmi celles et ceux-là, il y a aussi des syndiqués de la CGT et quelques-uns des autres organisations syndicales.

Dans ce mouvement se côtoient, des progressistes avec d'autres gens en colère mais qui ne mesurent pas forcément qui est qui et qui fait quoi, qui sont ceux qui les ont plongés dans la paupérisation.

Parmi les gilets jaunes comme dans les entreprises dans lesquelles les salariés se mettent en grève, il y a des gens qui n'en peuvent plus de cette vie de galère, il y a des progressistes mais aussi des réactionnaires et quelques fascistes.

Ce fait n'a rien d'exceptionnel, nous l'avons toujours connu dans les luttes dans les entreprises dans lesquelles nous n'avons jamais demandé dans le cadre des appels aux actions que nous lançons pour les revendications à ceux

qui y répondent de voter tous pareil et de penser pour tout comme nous surtout pour se mettre en grève.

Les vieux réflexes qui sont les nôtres dans la Cgt conduisent souvent dans nos appréciations à ne voir que le côté sombre des choses sans mesurer réellement dans leurs contradictions ce que recèlent comme potentialités, des rapports de forces qui se créés dont nous ne sommes pas directement à l'initiative.

Ils conduisent souvent à reprocher aux autres de ne pas s'être battu hier pour justifier notre attentisme du jour.

Nombre d'entre nous qui ne sentaient pas monter cette colère notamment au dernier CCN de la CGT ne croyaient pas que le 17 novembre allait déclencher un processus plus large. Aujourd'hui, des camarades dans la CGT du syndicalisme dans ce mouvement des gilets jaunes voient la défiance à l'égard du syndicalisme et des manipulations politiciennes de la droite et de son extrême alors que le réel est beaucoup plus compliqué que les apparences. N'oublions pas que parmi celles et ceux qui occupent courageusement les grands axes pour défendre leurs revendications sont présents des milliers de syndiqués de la CGT et que ce sont très majoritairement des salariés qui sont dans cette bataille.

Les évènements vont très vite et tout est orchestré médiatiquement pour que l'on oublie qui est qui et qui est responsable de la situation que vit et subit le peuple.

Les scènes d'affrontements de ce week-end à Paris et d'autres villes ont permis au pouvoir et aux grands médias de ne montrer que

le caractère violent d'une petite partie de ceux qui ont manifesté, occupés des péages et ronds-points pour tenter de déplacer le débat public hors des questions et revendications qui sont posées.

La hausse du prix des carburants a été le détonateur de ce mouvement des gilets jaunes qui révèle bien d'autres choses. Niveau des salaires et des retraites en berne, aménagement des territoires de plus en plus inégalitaire, recul des services publics, rejet de ces politiques qui brise l'égalité de traitement entre les citoyens, dégradation des transports publics, recul de l'accès aux soins, casse des hôpitaux publics, déracinement des habitants, mobilité imposée, non reconnaissance des qualifications et des diplômes, non reconnaissance des salariés en qualité de producteurs de richesses, non-respect de l'égalité entre les femmes et les hommes entre les humains selon leurs origines, nationalités et leurs orientations sexuelles.

Dans ce ras le bol général s'exprime aussi la condamnation des pratiques des bailleurs sociaux, des conditions de logement, d'accès et prix du logement, des pratiques des banques à l'égard des salariés, des hommes et des femmes placés dans des situations précaires, des victimes de problèmes de la vie ou de santé, accidents, handicap, maladies.

La vie de plus en plus chère est au cœur de toutes les discussions elle se conjugue au profond rejet de cette fiscalité qui écrase les plus modestes en privilégiant toujours davantage les riches, le rejet des injustices, des clientélismes, des pratiques discriminatoires de la société, des

tripatouillages politiques sur fond d'affaires, d'enrichissement personnel, de détournement d'argent public, le flicage sur les routes, les pratiques de la police et de cette justice de plus en plus répressive à l'égard des ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose tout cela s'entremêle dans les débats et réactions. Le ras le bol général des institutions, des dérives de l'indemnisation du chômage, de la sécu explose dans les rues et nous montre qu'après des décennies de mépris du pouvoir et du patronat le peuple reprend la parole.

Dans ce mouvement ou cohabite rancœur, colère, mécontentement, exaspération parmi les acteurs qui se relaient sur des ronds-points à l'entrée des zones commerciales et d'activités, comme dans la grande majorité de la population, progresse confusément une réappropriation par le peuple de sa destinée avec toutes les limites et contradictions que peut produire un tel rassemblement.

Des milliers d'entre eux n'ont jamais participé à aucune action, n'ont jamais voté ou ne votaient plus.

Des milliers condamnent tous ces politiques qui ont abusé les citoyens pour sans cesse conforter les plus puissants, les plus fortunés.

Des milliers n'en peuvent plus de cette représentation politique dans laquelle les travailleurs ont été chassé au profit de la prise du pouvoir par les bobos, les patrons et leurs supplétifs.

Beaucoup portent également un jugement peu glorieux sur le syndicalisme, suspecté de corruptions, de magouilles et d'arrangements avec les exploités.

Ce sont dans ces réalités là qui existent aussi dans les entreprises ou la Cgt est présente qu'il nous faut intervenir avec les yeux grands ouvert.

Si les révoltes ne conduisent pas forcément à des révolutions, les consciences évoluent malgré tout dans les luttes et encore plus quand elles sont alimentées par un point de vue de classe.

Quand des retraités, des salariés déclarent publiquement que la vie est insupportable vu le niveau de leurs retraites, que d'autres sur les mêmes rassemblements qui étaient commerçants ou artisans sont encore plus fâchés parce qu'ils perçoivent encore moins que les salariés, faut-il en rester là ou échanger ouvertement et tranquillement avec eux pour leur expliquer qu'il faut revendiquer leur intégration au régime général pour en finir avec ces régimes particuliers déficitaires qui divisent et opposent.

Quand des jeunes très remontés qui ne vivent avec rien, privés de ressource et de droit discutent et s'étonnent que d'autres qui ont un salaire qui à leurs yeux paraît conséquent soient à leur côté, faut-il en rester là ou discuter avec eux pour leur montrer qu'il faut rompre avec toutes ces politiques publiques conduites au nom de l'emploi qui ont conduit à saccager le travail salarié à le précariser davantage en fermant les entreprises et services publics avec les derniers des contribuables.

Si toutes celles et ceux-là ne rencontrent pas des militants de la Cgt pour leur donner notre point de vue, leur faire connaître nos propositions, et rappeler l'histoire, ce sont les idées réactionnaires et fascisantes qui

peuvent prendre le dessus et en rajouter à la division.

A ce stade d'un mouvement qui dure, s'enracine et reste très populaire, personne ne peut prédire comment celui-ci va évoluer mais une chose est certaine dans cette grande diversité d'exigences et d'approches qui s'exprime depuis la mi-novembre, nous devons dans la Cgt bien apprécier ce que doit être notre rôle et nos responsabilités.

Il ne s'agit ni de vouloir récupérer, ni de rejeter ce mouvement et encore moins de ne rien faire au prétexte que nous n'avons pas pris nos responsabilités pour appeler à la mobilisation contre la hausse des prix des carburants et plus largement contre l'escalade générale des prix qui dure depuis des mois.

Les syndicalistes de la Cgt que nous sommes, quelques soit nos appréciations personnelles, nos engagements ou convictions au plan idéologique, philosophique ou religieux, nous sommes toutes et tous intimement taraudés par tout ce qui se passe autour de nous aujourd'hui là où nous travaillons, là où nous vivons, que nous soyons actifs, retraités ou au chômage.

Nous sommes à la fois interpellés par ce que nous percevons des prédatations du capital dans le monde et leurs conséquences sur la nature et l'environnement, sur les conditions qu'elles imposent aux peuples en les affamant avec ses outils pour les dominer que sont le FMI, l'OMC, l'OTAN et la BCE et en recherche pour sortir de ce carcan.

Nous constatons tous ces évolutions dans les comportements avec certes des régressions apparentes dans les réactions électorales, des replis que nous mesurons tous mais contrairement nous avons du mal à prendre la mesure de la portée des grandes mobilisations sociales en France en Europe comme aux quatre coins du monde.

Dans celles-ci monte, dans une bataille idéologique de plus en plus frontale, une contestation qui se radicalise contre le système économique et la domination capitaliste qui devrait nous alerter pour nous déployer sur le terrain plutôt que de nous replier entre nous en attendant que la colère passe.

A force à force de n'écouter que la voix « du maître », (le capital) au travers des discours des différents acteurs patronaux, d'une caste médiatique totalement à sa botte, des représentants de l'état et de cette grande partie de ces élus littéralement asservis à la cause libérale, même les plus lucides sur les rapports de classes qui s'expriment contrairement en France et dans le monde peuvent finir par se laisser aller à ne plus voir le monde et ce qui bouge avec nos propres yeux.

Si Macron a temporairement réussi à imposer les directives de l'Union Européenne en prenant soins de ne pas faire état depuis plusieurs mois, des choix et décisions prises à Bruxelles, c'est bien parce que tout avait été préparé et orchestré avant qu'il arrive à l'Elysée par ceux qui gouvernaient hier avec l'appui des milieux d'affaires.

Le terrain politique et social avait été déblayé par le patronat, la droite, la

social démocratie pour que le petit président des riches puisse dès son accession au pouvoir mettre ce coup d'accélérateur à la mise en œuvre d'une politique d'austérité à la hauteur de ce qu'ils ont imposé à nos voisins.

Nous ne pouvons pas ignorer ce qu'ont subi les peuples portugais, Espagnols, Grecs, Anglais, Allemands et Italiens avant nous et comment les gouvernements et le patronat s'y sont pris pour enfermer dans la nasse de l'institutionnalisation, la plupart des organisations syndicales en Europe.

Nous ne pouvons pas ignorer ce qu'ont été et sont les intentions de tous ceux à droite et dans une grande partie de cette gauche qui a gouverné et des syndicats rompus à la cause libérale.

Pour ce qui est de l'extrême droite les choses sont limpides, elle est pour la domination du capital sur les peuples donc pour le maintien des outils mis en place par ces représentants pour pérenniser ce système économique et politique de plus en plus destructeur et violent.

Elle est raciste, xénophobe, fasciste avec une stratégie de ces différents représentants et formations qui consistent comme en Allemagne avant l'ascension des nazis à flatter les couches populaires pour canaliser leur colère et les faire adhérer à sa cause.

Leurs seules réponses à tous sur tous les sujets au cœur du mécontentement, c'est toujours et encore plus d'intégration européenne. Ils sont pour toujours plus d'éloignement des lieux décisionnels, de privatisations, de liquidations des biens publics, de disparitions de tout ce qui fonde la solidarité basée sur la cotisation sociale pour la sécu, la retraite,

l'indemnisation du chômage, la formation professionnelle.

Ils sont contrairement à nous pour une révision profonde de la fiscalité à la base du financement des services publics pour les privatiser plus vite.

Nous ne pouvons pas dans la Cgt dans cette période d'élévation du débat politique dans la société, et des luttes faire abstraction de la nature et du contenu des différents traités Européens ratifiés par tous les gouvernements Français qui se sont succédés que nous avons combattus à la Cgt et qui sont à la racine des politiques publiques qui nous sont imposées.

Traités qui pour ceux qui ont été soumis au référendum des citoyens avaient pourtant été largement contesté par les électeurs et parmi ceux-là de très nombreux ouvriers et employés.

Le premier celui de Maastricht à 1% prêt basculait dans le Non, en 1992, le second, le traité constitutionnel européen a été majoritairement rejeté par les citoyens en 2005.

Dans d'autres pays ou les tenants du libéralisme européen ont été battus, les gouvernements n'ont pas hésité à organiser plusieurs référendums pour arracher l'adhésion des peuples à leur projet

En France, de la droite en passant par le PS et les verts, ils se sont tous assis sur l'expression du peuple et certains s'étonnent aujourd'hui de la colère qui s'exprime !

Si Sarkozy et Hollande avec leurs gouvernements dans le cadre des choix d'intégration à la logique austéritaire

de l'Union Européenne qu'ils ont soutenue et poussée et ceux qui les ont précédés, tous ont travaillé à modifier les rapports de forces au plan politique et syndical, parce qu'ils ne leur étaient pas encore possible d'imposer le niveau de régression que nous vivons aujourd'hui du fait des résistances dans le pays à leurs mauvais coups.

Avec l'aide active du patronat, Medef et Cgpm en tête, ils ont restructuré les entreprises pour briser les bastions ouvriers, réorganisé les services de l'état, les collectivités pour liquider les syndicats qui résistaient. Ils ont inversé le calendrier électoral, le découpage des circonscriptions, des cantons, des régions, pour se débarrasser des élus les plus opposés à la tyrannie des marchés. Ils poussent avec les regroupements de communes, la métropolisation à la liquidation des communes pour confisquer aux citoyens la parole.

Ils ont mis en cause les libertés publiques, les libertés et droits syndicaux pour désorganiser et affaiblir ceux qui luttent pour le progrès social et pour changer la société en promotionnant le syndicalisme d'accompagnement avec toujours l'objectif d'utiliser cette Cfdt qui fait sienne la doctrine sociale de l'église comme recours pour le patronat et le pouvoir pour faire avaler aux salariés les pires régressions.

La loi travail du gouvernement Valls après les lois Rebsamen et Macron s'inscrivaient dans cet objectif de rendre impuissant le salariat face à ce patronat de plus en plus revanchard.

En s'attaquant aux institutions représentatives des salariés en réformant les procédures

prud'homales ils savaient qu'ils parviendraient à revenir sur les lieux du travail à la situation d'avant 1968 pour ensuite en finir avec les conquis du conseil national de la résistance.

Les attaques répétées de la droite contre le syndicalisme, le droit de grève et de manifestation, rappelons-nous le discours de campagne de Sarkozy de Marseille, le rapport Perruchot sur les moyens des organisations syndicales, des comités d'entreprises, les premières attaques des maires de Châteauroux et de Chartres contre les bourses du travail qui ont été suivi par beaucoup d'autres maires et pas que de droite dans tous le pays.

N'oublions pas la haine de Valls premier ministre sous Hollande contre la Cgt et ceux qui s'opposaient à la loi travail hier.

Tout a été soigneusement organisé, préparé pour en finir avec ceux qui pourraient bloquer le système économique pour imposer une autre logique, des politiques publiques conformes à l'intérêt général.

En même temps qu'ils ont travaillé à cela, ils ont aussi organisé, la division entre les salariés, le peuple, en attisant les haines, les peurs, en faisant monter dans la société les communautarismes, en stigmatisant et opposant les populations, les professions, les catégories de salariés entre elles.

Les armes de la division, de l'opposition et l'individualisme leur ont permis de durer et d'imposer au salariat et plus largement au peuple une vie faite de véritables régressions.

Les gilets jaunes qui selon le discours des ministres ne seraient pas

organisés, nous font la démonstration que finalement ils le sont quand même un peu et bénéficient du soutien de 84% de l'opinion publique.

Le problème posé au gouvernement c'est qu'il ne lui est pas possible de réunir des représentants rompus au dialogue social voir même corrompus pour obtenir un accord au rabais pour que tout le monde rentre à la niche !

Parmi les gilets jaunes, certains sont très opposés aux organisations politiques et aux syndicats, d'autres qui ont une proximité avec des formations politiques de la droite et de l'extrême droite rejettent les syndicats et tentent de récupérer à leur compte les actions des gilets jaunes.

Majoritairement ils ne sont pas tous sur ces schémas de pensées et ils sont loin, de tous être des activistes de la violence et de la casse gratuite. Ce qu'ils veulent s'est avant tout vivre mieux, pouvoir compter et décider. C'est en fait ce pourquoi nous luttons aussi à la CGT.

Comme nombre d'entre eux, nous sommes salariés, nous subissons cette dictature des marchés financiers, la tyrannie de la politique de l'Union Européenne et de ses promoteurs dans le gouvernement Français.

Les plus engagés dans le mouvement en cours sont celles et ceux qui ne bougeaient pas jusque-là, ceux que Hollande qualifiaient « des sans dents » mais qui sont mobilisés avec des salariés qui se relaient hors de leur temps de travail pour filtrer la circulation. Ensemble ils échangent, ils confrontent leurs expériences, leurs exigences dans toutes cette diversité ils avancent dans leur réflexion et engagement.

La dynamique de ces luttes ne pourra durer et gagner sans un embrasement et une convergence des luttes pour peser tous ensemble pour gagner sur les revendications.

L'heure n'est pas comme le propose la Cfdt de nous précipiter pour aller discuter avec le gouvernement. Depuis le temps, nous savons comment se termine les palabres entre les acteurs raisonnés et raisonnables dans les salons des ministères sans le rapport de force du salariat dans l'action.

L'urgence pour la Cgt :

C'est déjà de nous adresser aux salariés des entreprises pour les appeler à décider des formes d'actions à mettre en œuvre pour gagner sur les revendications en leur donnant une perspective immédiate de lutte.

C'est aussi de nous adresser à tous ceux qui se sont opposés au plan syndical, politique, associatif et mutualiste à ces politiques qui ravagent le socle social édifié au fil des luttes pour leur proposer de faire front ensemble au projet de ce gouvernement.

L'heure est à nouer des liens, à développer des convergences d'actions dans le respect des acteurs aux gilets jaune pour que convergent ensemble, les gilets jaunes, les gilets rouges, ceux qui partagent nos exigences revendicatives qui ne revêtiront aucun gilet pour nous battre ensemble.

Il ne peut être question pour la Cgt de parler à la place des gilets jaunes, d'écrire, de ratifier quoi

que ce soit en leurs noms ou de vouloir les enfermer dans un cadre qui ne correspond pas à leurs attentes.

Nous sommes une organisation syndicale qui se bat pour le progrès social, pour la satisfaction des revendications et pour changer la société c'est seulement dans ce cadre que nous devons intervenir.

Des exigences politiques aussi justes soient-elles émergent du mouvement des gilets jaunes telles que la dissolution du Sénat, la démission de Macron ou de la dissolution de l'Assemblée Nationale mais qui ne relèvent pas directement de notre rôle.

Nous ne pouvons pas nous désintéresser de ces exigences citoyennes qui relèvent du champ du politique, de la liberté citoyenne de chacun mais pas du rôle et des priorités de l'action de la Cgt. Si ce n'est pas du rôle de la CGT de poser des choix partitaires, nous sommes fondés à donner notre avis sur la démocratie et la souveraineté du peuple bafouée et piétinée par les grands groupes et l'Union Européenne.

N'ignorons pas que parmi celles et ceux, qui résistent aujourd'hui, tous, ont des exigences sociales qui rejoignent ce que nous revendiquons depuis très longtemps.

Pour avancer dans les possibilités de converger dans les luttes, nous avons besoin de discuter au plus près des lieux de vie et de travail, des attentes sociales et ne pas nous enfermer dans ce réalisme économique qui a conduit jusque dans les rangs de la Cgt à accepter parfois l'inacceptable.

N'oublions pas qu'en 68, ceux qui nous ont précédés sont parvenus à arracher au pouvoir et au patronat des augmentations de 35% du salaire minimum.

Ce qui à été possible hier l'est bien davantage avec cette explosion des profits, des gains des actionnaires et des richesses produites. Notre problème aujourd'hui c'est de revoir complètement notre activité en priorisant les échanges avec les salariés pour décider ensemble de généraliser l'action pour la satisfaction des revendications immédiates qui correspondent aux attentes de millions de personnes au quotidien et de grandes revendications qui touchent aux choix de société.

Quand le gouvernement et sa majorité avec le plan de financement de la sécurité sociale s'apprête à piller la sécu à porter de nouveaux coups aux retraités, nous sommes bien sur des choix de société qui ne peuvent pas conduire à discuter avec ce gouvernement avec comme objectif d'éviter le pire !

Quand le patronat pousse avec des organisations syndicales réformistes à des négociations en vue d'accord au niveau des groupes pour l'évolution de la croissance et l'emploi pour le dialogue social, le droit syndical sans que les salariés soient demandeurs, nous ne pouvons plus accourir le stylo à la main comme le font depuis des années les Lucky Luck du stylo à bille de la CFDT.

Arrêtons dans la CGT de croire que les détracteurs du syndicalisme de classe sont des gens honnêtes. Nous avons à faire à des acteurs payés par le capital pour nous imposer par tous les moyens

possibles leur projet d'édification d'une nouvelle société française totalement dominée par les fortunés avec des travailleurs et un peuple asservis à leurs exigences.

Une nouvelle période s'ouvre à nous à condition de réagir à la hauteur du mouvement des idées et des évolutions dans les comportements et de nos ambitions revendicatives.

Être en phase avec ce mécontentement exige de prendre en compte ce qui monte dans le salariat et le peuple et donc de ne pas être trois trains derrière le mouvement.

Cela implique de ne pas nous en laisser compter par le pouvoir et ses valets du camp réformistes pour qui les violences de quelques extrémistes exigeraient de voler au secours du gouvernement en se précipitant autour de leur table pour discourir en dehors du contrôle de ceux qui luttent.

Dans cette flambée des violences de ce samedi 1^{er} décembre, n'ignorons pas ce dont sont capables les gouvernements pour instrumentaliser des activistes dont certains sont mêmes des acteurs au service du ministère de l'intérieur. Rappelons-nous leurs rôles dans les manifestations des sidérurgistes et métallos contre la liquidation de la sidérurgie ou le service d'ordre de la Cgt avaient mis la main sur ces soi-disant casseurs en civil avec des cartes de police dans la poche !

La violence de rue a toujours constitué un moyen pour faire peur à l'opinion publique et dissuader les indécis d'entrer dans les batailles.

A Air France hier c'étaient ceux qui s'opposaient aux licenciements qui étaient présentés comme les horribles agresseurs de ces bons patrons qui s'apprêtaient à les jeter sur le trottoir.

La CGT doit à présent exiger une enquête parlementaire sur les violences qui ont été déclenchées dans les villes le 1^{er} décembre et depuis ce matin et comment sont utilisées les forces policières. Les citoyens sont en droit de savoir qui financent, forment ces groupes de casseurs et où ils sont entraînés.

Ne nous laissons pas abuser dans la Cgt par ces trompeuses apparences et raisonnons avec lucidité.

Qui a intérêt que la violence se développe ? Pendant que les supplétifs du pouvoir se relaient sur les chaînes de télé pour nous abreuver de leur litanie sur la violence des manifestations, les légitimes revendications disparaissent du débat public.

Le moment est venu d'en finir avec ce dialogue social sur le cahier de revendications du capital et le syndicalisme rassemblé.

Ce qui doit guider nos pas c'est notre volonté et nos efforts pour rassembler les salariés, pour l'unité du salariat dans l'action.

La généralisation de l'action est à l'ordre du jour partout

Ce qui doit souder le rassemblement et sa force ce sera le contenu revendicatif que nous parviendrons par les débats à faire monter dans et hors des lieux du travail.

Macron, son gouvernement et ses députés vont tenter de jouer les provocations et d'amplifier la répression pour durer avec un patronat très discret qui va dans les boîtes tout faire pour empêcher les luttes mais encore une fois ne perdons pas de vue les potentialités qui s'ouvrent avec ce mouvement.

Parvenir à faire converger tout ce mécontentement, ces exigences avec le plus grand nombre de salariés, la jeunesse qui commence à s'y mettre aussi avec les retraités, les petits commerçants, artisans, exploitants agricoles peut conduire à imposer de nouvelles conquêtes sociales.

Macron, son gouvernement, sa majorité ont perdu tout crédit, les analyses, propositions et revendications que nous avons porté à la Cgt depuis des lustres qui se sont heurtées au rejet des différents gouvernements, des représentants de l'Etat dans les départements et régions vont trouver sous la pression populaire une autre assise.

Le caractère exceptionnel de la situation exige de réunir de toute urgence toutes les directions de la CGT

Le rôle des directions de la Cgt dans un tel contexte c'est avant tout de convaincre tous les militants de la Cgt de se déployer auprès des salariés, d'aller à la rencontre des salariés et de tous ceux qui expriment leur colère dans les départements en ayant la volonté d'unir les salariés dans l'action.

Une telle situation appelle que la CGT réfléchisse avec son CCN à ses responsabilités, sa stratégie avec pour

objectif de bloquer le système économique. Anticiper et ne pas subir pour être accusé demain de ne pas

avoir tout mis en œuvre pour stopper Macron, son gouvernement et le Medef. Voilà l'enjeu qui nous est posé.

Ph Cordat

re de l'URCVL CGT

Secrétaire